

# Énergie

38e Congrès FNCCR - Septembre 2022 - RENNES

Mardi 27 septembre 2022 - 10h45

## INVITÉ : GRDF

Intervention de Laurence POIRIER-DIETZ, Directrice générale de GRDF

### INTERVENANTS



Animation par Jean-Michel LOBRY

**Xavier PINTAT**

Président de la FNCCR

**Laurence POIRIER-DIETZ**

Directrice générale de GRDF

**Jean-Michel LOBRY**

*Nous avons le plaisir d'accueillir Madame Laurence POIRIER-DIETZ, Directrice générale de GRDF.*

## Xavier PINTAT

### Président de la FNCCR

C'est avec un très grand plaisir que nous vous accueillons, Madame la Directrice générale, dans le cadre du 38e congrès de la FNCCR, et c'est la première fois que nous avons l'honneur de votre présence. Avec cet échange consacré à la distribution publique de gaz s'ouvre une série de sessions dédiées à l'énergie, dans un contexte que nous n'imaginions pas depuis notre précédent congrès de Nice en octobre 2019. À l'époque, nous avions surtout en perspective la mise en œuvre de la transition énergétique, et la façon dont le secteur gazier pouvait y concourir grâce au développement du biométhane, en dépit de la grande frilosité de la programmation pluriannuelle de l'énergie dans ce domaine. Nos discussions relatives au nouveau modèle national de concession étaient programmées, avec la préoccupation d'y faire entrer les enjeux d'aujourd'hui et de demain, le raccordement des méthaneurs et la recherche de la meilleure adéquation possible entre les investissements sur les réseaux de distribution de gaz et la transition énergétique sur les territoires, grâce aux schémas directeurs et aux programmes pluriannuels d'investissement. Nous avons souhaité aller toujours plus loin dans le domaine de la sécurité, qui est la condition sine qua non de l'acceptabilité sociale de l'énergie au gaz.

Cette feuille de route a été tenue. La pandémie n'étant pas parvenue à nous perturber, en lien et en coordination avec France Urbaine, nous avons ouvert un cycle de négociations qui a été substantiellement enrichi au fur et à mesure de l'avancée des discussions. Ainsi, pour la première fois dans nos concessions de gaz, nous avons intégré une nouvelle dynamique de pilotage, en mettant en place des indicateurs de performance qui sont incités financièrement. La redevance de concession a, elle aussi, été revue pour mieux tenir compte du regroupement des AODE en grande intercommunalité, ainsi que du verdissement du gaz distribué.

Tout cela s'est conclu positivement par l'approbation du nouveau modèle de contrat, par les instances dirigeantes de notre Fédération et les instances dirigeantes de France urbaine. Il s'agit d'une étape extrêmement importante pour l'évolution de la desserte gazière.

Je voudrais remercier les différentes équipes de GRDF, de France urbaine, et de notre Fédération, sous l'égide de nos collègues Guy HOURCABIE et Philippe AUVRAY, pour le travail accompli.

Ce travail nous permettra désormais d'œuvrer au déploiement progressif de ce nouveau modèle, au rythme des attentes des territoires. Il convient de reconnaître qu'entre temps, la situation a évolué, avec le bouleversement des marchés gaziers, et plus globalement énergétiques, en raison du conflit russo-ukrainien. Même si la France est moins dépendante que d'autres Etats de l'Union européenne quant à la fourniture de gaz russe, le séisme produit par la remise en cause de cette fourniture, par la prise de conscience de la fragilité collective de l'Europe dans ce domaine, aura des conséquences y compris dans notre pays.

Outre l'impératif de diversification de nos sources d'approvisionnement, le débat sur la composition du mix énergétique va être réouvert, tant d'un point de vue de la sécurisation des approvisionnements, que du point de vue de la transition énergétique, qui demeure, un impératif majeur.

De son côté, la FNCCR considère qu'il demeure très opportun de préserver la place du gaz dans le mix énergétique des territoires, à condition d'organiser une valorisation volontariste des gisements de biométhane. Cela s'inscrit en effet de manière vertueuse dans la logique d'une économie circulaire, en ouvrant à nos collectivités et aux consommateurs d'énergie un éventail de solutions d'approvisionnement énergétique plus large, ce qui facilitera les optimisations. Le biogaz concourt également au développement de la mobilité propre, bien adaptée aux véhicules lourds.

Ces différents aspects seront évoqués cet après-midi, dans le cadre de tables rondes consacrées au mix énergétique, et jeudi matin, lors de l'intervention de Monsieur Édouard SAUVAGE qui représentera le groupe Engie. Nos réseaux de distribution de gaz ont également une part déterminante à jouer dans la facilitation de cette mobilisation du biométhane à travers la dynamique de la desserte gazière et l'activité de raccordement.

Je vous remercie vivement, Madame la Directrice générale, d'avoir accepté de nous consacrer ce moment dans le cadre de notre congrès, et d'avoir accepté de répondre aux questions qui ne manqueront pas de vous être posées.

### Jean-Michel LOBRY

*Je salue la présence de Philippe AUVRAY, Vice-président de la FNCCR qui nous a rejoints.*



Monsieur le Président de la FNCCR, cher Monsieur PINTAT, Monsieur le Président de la région Bretagne, Mesdames et messieurs les parlementaires, Monsieur le Président de Territoire Énergie Bretagne, Mesdames et messieurs les Présidents de syndicats, Mesdames et messieurs les élus,

Je vous salue et vous remercie de m'accueillir. Je vous remercie de votre accueil Monsieur le Président. C'est en effet mon premier congrès de la FNCCR en tant que Directrice générale de GRDF, mais ça n'est pas le premier congrès de la FNCCR auquel je participe. En effet, durant de longues années, j'ai travaillé chez GRDF en Bretagne dans le domaine des collectivités locales. C'était alors la grande époque des concessions nouvelles, les DSP en concurrence, auxquelles de nombreuses communes autour de Rennes ont recouru. La Bretagne est une région chère à mon cœur, et je vous remercie de m'y accueillir.

## La France et l'Europe face à une crise majeure

Cela a été beaucoup dit ce matin par les intervenants précédents, nous vivons une situation historique qui nous rappelle l'urgence d'agir. L'actualité nous montre brutalement combien il est nécessaire d'accélérer la transition vers un mix énergétique décarboné et équilibré. Cela veut dire plus d'EnR et plus de complémentarité entre les énergies, pour obtenir une meilleure résilience de notre système. Notre avenir se joue maintenant, dès aujourd'hui, au cœur des territoires, avec vous. Nous sommes dans une crise énergétique, climatique, et potentiellement économique, mondiale, sans précédent, qui bouleverse tout. Jamais le monde de l'énergie n'a connu une actualité telle que nous la vivons depuis un an.

Je me permets une mise en perspective de cette situation qui a démarré il y a un an. En effet, à partir de septembre 2021, les prix du gaz se sont envolés du fait de la reprise économique mondiale d'abord, et de la pression de la Chine qui happait l'ensemble des cargaisons de GNL, après la crise sanitaire.

En février 2022, la guerre en Ukraine a mis en exergue la dépendance de la France et de l'Europe au gaz russe, en posant la question du stock de gaz qui permettra de passer cet hiver. En France, 17 % du gaz provenait de Russie, alors que ce taux atteignait 55 % en Allemagne.

Les événements de l'été, tels que les incendies de forêt qui se sont produits jusqu'ici en Bretagne, nous ont réellement fait toucher du doigt le dérèglement climatique. Il est là, près de nous. S'ajoute à cela le bas niveau de disponibilité du parc nucléaire français, amenant les prix de l'électricité à s'envoler à leur tour, après ceux du gaz, et faisant planer le risque de coupures d'électricité cet hiver. Nous sommes bien au cœur d'une crise majeure. Tout y est au même moment :

- La soutenabilité de l'énergie pour tous, pour les ménages, pour les collectivités locales, pour les entreprises ;
- La sobriété s'impose à nous pour cet hiver, mais surtout pour toujours ;
- La souveraineté énergétique de la France ;
- La durabilité de notre mix énergétique avec la nécessité de décarboner les énergies fossiles (le fuel, le charbon) et le gaz naturel.

## Vers la résilience du système énergétique français

Je le rappelle ici : la consommation française est faite, selon les données de 2021, de 430 térawattheures de gaz, de 435 térawattheures d'électricité, de 87 térawattheures de fuel, et de 83 térawattheures de charbon. Au plus fort de l'hiver, les appels de puissance atteignent 130 gigawattheures en gaz, 95 gigawattheures en électricité, 50 gigawattheures en réseaux de chaleur et 60 gigawattheures en fuel et charbon. Cela signifie que nous devons aller vers la résilience de notre système énergétique.

En termes de résilience, les infrastructures de gaz en France ont montré toute leur valeur ces derniers temps. Les concitoyens ont réellement découvert les terminaux méthaniers, les stockages et le rôle des transporteurs GRTgaz et Terega.

Très concrètement, pour cet hiver, tout est mis en œuvre pour anticiper les différents scénarii possibles. En termes de stockage, la France atteint désormais 100 % des stockages, ce qui nous procure environ un mois, voire un mois et demi, d'avance par rapport aux années classiques. Évidemment, nous encourageons toutes les actions en sobriété, qui seront demandées avec la campagne gouvernementale, pour toutes les énergies. Et, s'il en était besoin, nous préparons un certain nombre de dispositifs d'ultime recours, tel que l'interruptibilité, le délestage et le rationnement. Tous ces mécanismes protégeront les particuliers de la coupure de gaz cet hiver. Cela a été dit par Madame la Première Ministre, et par GRTgaz lors de sa conférence de presse en septembre. Cela signifie que si l'hiver climatique est normal, nous devrions pouvoir faire face à la demande.

Mais j'y reviens, toutes énergies confondues, il nous faut de la sobriété en électricité et en gaz, tant pour cet hiver que pour la transition énergétique à long terme. C'est pourquoi il est urgent d'agir pour accélérer la transition énergétique et écologique.

## Les gaz verts, un atout majeur

Pour cela, la France dispose d'un atout majeur : les gaz verts, les gaz renouvelables. Oui, en France, nous avons la capacité de mener à bien cette transition énergétique et écologique grâce à la méthanisation dans les territoires.

Depuis plusieurs années, GRDF est un acteur très engagé pour le développement de la filière des gaz renouvelables, aux côtés de la FNCCR notamment, grâce à la méthanisation agricole, et aussi à celle des boues des stations d'épuration, des déchets et, demain, des biodéchets. Tous les scénarii, notamment ceux de l'ADEME et RTE donnent une place essentielle au gaz vert dans le mix énergétique de 2050.

Flexible, stockable, il est essentiel à l'équilibre du mix énergétique global. Son potentiel est démontré par les études ADEME, Solagro, France Stratégies, BVA Consulting, AT2E.

Aujourd'hui, le territoire compte plus de 460 méthaniseurs en injection (500 en fin d'année 2022), et plus de 80 % d'entre eux sont connectés au réseau de GRDF, ce qui représente 8 térawattheures installés, soit l'équivalent d'une tranche de centrale nucléaire, et la filière est en avance de deux ans. La trajectoire de la PPE prévoyait 6 térawattheures en 2023, objectif qui était atteint à fin 2021. En termes d'emploi, cette filière représente déjà 9 000 emplois locaux sur les territoires, et cela pourra en constituer 50 000 à horizon 2030.

Certains départements, comme la Vendée, le Cher, l'Aube, l'Orne, sont déjà en pointe, 10 % de leur consommation de gaz est produite avec des gaz renouvelables. Les travaux menés avec la CRE ont permis d'évaluer les adaptations des réseaux à réaliser pour collecter ce potentiel de biométhane. Il s'agit d'un coût maîtrisé et de travaux que nous sommes tenus de mener dans un temps restreint.

## Une filière gaz extrêmement dynamique

Et ce n'est pas tout. Avec les technologies à venir, et en particulier la pyrogazéification et la gazéification hydrothermale, dont l'injection interviendra à partir de 2025 ou 2026 pour les premiers projets, je suis convaincue qu'avec l'hydrogène, la filière de développement des gaz verts peut dépasser les objectifs de la PPE, et attendre 20 % des 2030, c'est-à-dire plus que ce que la France importait de Russie.

C'est une filière qui marche. Elle est récente, mais elle fonctionne et elle est reconnue dans le monde. Pour autant, elle a encore besoin de soutien pour perdurer et accélérer. Le modèle de méthanisation raisonnée construit par la filière française est une vraie fierté nationale, regardée de très près par les autres pays, notamment depuis que l'Europe a fixé cet objectif de 10 % de biométhane en 2030.

Chez GRDF, nous avons eu le plaisir la semaine dernière d'accueillir nos collègues distributeurs du monde entier, venus voir comment fonctionnent cette méthanisation et cette injection de gaz dans les réseaux de distribution que nous exploitons et dont vous êtes les propriétaires. Nous avons reçu des Japonais, des Lettons, des Polonais, des Roumains, et nous avons d'ailleurs dû étaler les sessions. Une prochaine session est organisée à la fin du mois d'octobre à laquelle participeront les Portugais, les Belges, les Espagnols, les Turcs, les Grecs et même, et nous en sommes fiers, nos collègues ukrainiens. La filière française est reconnue, et 80 % de sa valeur est en France, 95 % est en Europe. Alors, il est intéressant de s'interroger sur ce dont elle a besoin pour se développer et accélérer.

## Vers une nécessaire simplification des procédures

Tout d'abord, elle a besoin de conditions économiques et de simplifications qui lui permettront de se développer plus vite. À cet effet, je voudrais saluer chaleureusement les deux mesures prises vendredi dernier par Madame la Ministre Agnès PANNIER-RUNACHER sur la revalorisation des tarifs d'achat du biométhane pour tenir compte de l'inflation, et sur l'allongement du délai de mise en



service des projets dont les procédures administratives se sont achevées, et qui avaient pris du retard. En effet, les porteurs de projets qui doivent démarrer leurs travaux dans les trois ans bénéficieront de 18 mois supplémentaires, pour ceux qui ont été ralentis par la pandémie ou la pénurie de matières premières. La filière s'en félicite, car il s'agit d'une étape importante qui mérite d'être poursuivie, avec le décret des certificats de production de biogaz, que nous attendons, et avec la toute prochaine loi d'accélération des ENR.

Cette filière a aussi besoin de vous, collectivités territoriales, syndicats d'énergie, car vous jouez un rôle de facilitateur auprès des collectivités pour engager la transition énergétique au cœur des territoires et atteindre les 20 % de gaz renouvelables en 2030.

Chers présidents de syndicats, votre rôle auprès des collectivités est essentiel dans la transition énergétique. Je tiens d'abord à vous remercier pour le travail que vous avez réalisé sur vos territoires et j'en profite pour vous demander de l'accompagner dans les années à venir. En effet, la méthanisation, ce sont d'abord des projets de territoire. Votre appui pour faciliter la mise à jour des plans de zonage et d'adaptation de vos réseaux, pour optimiser la collecte du potentiel de biométhane, est essentielle, qu'il s'agisse de méthanisation agricole, de méthanisation issue de la valorisation de bio déchets ou de boues de station d'épuration. Mesdames et Messieurs les Présidents en charge du traitement des biodéchets et de l'assainissement des eaux usées, nous avons de belles opportunités de travailler ensemble et de belles histoires d'économie circulaire à raconter et montrer sur vos territoires. Je vous invite donc à ce que nous travaillions tous ensemble. Soyons ensemble, au cœur des territoires, pragmatiques et ambitieux.

## Le nouveau contrat de concession

Ce nouveau contrat de concession est un outil supplémentaire pour atteindre l'objectif 2030 et celui de 2050. Nous avons récemment finalisé ensemble un nouveau modèle de contrat, et je remercie toutes les équipes de la FNCCR et de France urbaine pour la qualité des échanges très constructifs qui nous ont permis d'aboutir à ce résultat début juin 2022. Ce contrat est un outil d'accompagnement des collectivités dans les projets de transition énergétique. C'est un outil de dialogue entre vous, autorités concédantes, et GRDF pour agir en faveur de la transition des territoires, grâce à des actions concrètes et coconstruites ensemble, pour promouvoir l'usage et le développement des gaz renouvelables pour le chauffage, la mobilité, grâce au biométhane aujourd'hui et aux technologies à venir dont l'hydrogène.

Ce nouveau modèle est robuste et exigeant sur les fondamentaux de notre activité concessionnaire : les nouveaux indicateurs, la sécurité, les investissements, la qualité de service aux usagers, les moyens de contrôle des autorités concédantes. Et en même temps, il a été pensé pour être souple et simple, et pour savoir s'adapter dans le temps, dans l'espace, aux enjeux et aux attentes de chaque autorité concédante. Les contrats que nous négocions aujourd'hui ensemble nous permettent de nous projeter à l'horizon 2050, dans un monde totalement décarboné. Nous allons faire ce chemin ensemble, avec de plus en plus de gaz vert produit chez vous, dans les territoires, pour remplacer les énergies fossiles et doter la France, et ses territoires, d'un mix énergétique équilibré afin d'assurer son indépendance énergétique.

Plusieurs contrats sont déjà renouvelés sur la base de ce nouveau modèle et je vous remercie de votre confiance. Ainsi, depuis la signature du mois de juin, le contrat du syndicat de l'Orne a été renouvelé. Et je remercie le Président Philippe AUVRAY pour avoir mené les négociations sur le nouveau modèle dans un esprit d'écoute, de partage réciproque, mais néanmoins d'exigence. Ont aussi été renouvelés les contrats des métropoles de Brest, Tours, Toulouse. Les discussions sont également bien engagées en Île-de-France avec le SIGEIF, le syndicat Territoire Énergie d'Alsace, le syndicat du Maine-et-Loire, le syndicat des Flandres, le syndicat de la Seine-Maritime, et bien d'autres encore.

J'aimerais terminer en vous assurant de la présence de GRDF à vos côtés, dans les territoires, auprès de vous, pour répondre à ces grands enjeux. GRDF est et restera engagée auprès de vous. Les équipes de GRDF, ancrées dans les territoires, sont à vos côtés, engagées localement. Elles sont ici au Congrès, et je vous invite à les rencontrer sur le stand de GRDF. Vous nous avez confié vos réseaux, nous vous en remercions et nous sommes engagés pour en faire la meilleure exploitation au service de la transition énergétique de la France. Nous allons les adapter, les rendre plus intelligents, plus connectés, de façon à les faire fonctionner à l'inverse de ce qu'ils faisaient précédemment pour collecter les gaz verts dans les territoires.

Le thème de ce congrès est « Rebondir et se réinventer ensemble ». J'en suis personnellement totalement convaincue, c'est ensemble, avec le gaz vert que nous réussirons la transition énergétique.

Je vous remercie et vous souhaite un très bon congrès.

## Jean-Michel LOBRY

*Merci Madame. Nous avons quelques minutes pour échanger avec la salle.*

**PHILIPPE AUVRAY, VOTRE SYNDICAT A ÉTÉ CITÉ COMME ÉTANT LE PREMIER À AVOIR SIGNÉ LE NOUVEAU CONTRAT DE CONCESSION. POUVEZ-VOUS PARTAGER EN QUELQUES MOTS VOTRE RETOUR D'EXPÉRIENCE, ET DÉLIVRER QUELQUES CONSEILS À VOS CONFRÈRES SUR LA BONNE MANIÈRE DE RÉALISER UNE CONTRACTUALISATION INTELLIGENTE AVEC GRDF.**

## Philippe AUVRAY

**Vice-président de la FNCCR, Président de Territoire Énergie Orne**

Bonjour à tous. En premier lieu, je remercie le Président Xavier PINTAT de m'avoir confié l'organisation de ce groupe de travail à la FNCCR. Nous avons constitué une équipe composée de juristes et de techniciens de GRDF et de la FNCCR. Nous avons été exigeants, et obtenus de grandes avancées pour notre nouveau modèle de contrat. Notre première préoccupation portait sur la redevance R1, qui est maintenue dans tous les territoires, et peut être abondée lorsqu'un même contrat regroupe le maximum de collectivités. Auparavant, le contrat prenait en compte la population. Le nouveau contrat prend en compte le nombre de clients. Avec ce nouveau mode de calcul, la redevance progresse de manière non négligeable. Le nouveau contrat permet aux collectivités d'accéder à l'ensemble des données, qu'il s'agisse de sécurité, de qualité, ou de provisions pour renouvellement. Nous avons beaucoup insisté pour que GRDF participe à l'élaboration technique et financière du plan de corps de rue simplifié (PCRS) au sein de nos territoires, ce que GRDF a accepté.

L'Orne est un petit département qui compte 285 000 habitants répartis sur 54 communes alimentées en gaz. Notre objectif est de réunir l'ensemble des communes au sein du même contrat. Aussi, tous les contrats échus sont inclus au nouveau contrat. Nous avons également élaboré un contrat pivot qui permettra aux communes dont les contrats arriveront à échéance ultérieurement de basculer dans le contrat principal. Nous avons d'ores et déjà signé des avenants de sorte que tous les contrats en cours bénéficient des avantages du nouveau contrat. J'encourage les présidents de syndicats à rencontrer les équipes territoriales de GRDF et à engager rapidement les négociations locales.

Le point important de ce nouveau contrat est l'implantation de méthaniseurs. Ainsi, pour chaque nouvelle création d'un méthaniseur et de raccordement au réseau, la collectivité perçoit une prime d'entrée de 5 000 €, qui améliore la redevance R1, puis une prime annuelle de 750 €. Plus nous aurons de méthaniseurs raccordés sur nos territoires, plus la redevance R1 sera abondée.

La redevance R2, dite redevance d'investissement, sera également abondée selon un mécanisme qui reste à définir. En effet, lorsque les AODE aident les porteurs de projets à raccorder des méthaniseurs au réseau, l'investissement supporté par l'AODE sera pris en compte par GRDF dans la redevance R2, ce qui constitue une grande avancée.

## Jean-Michel LOBRY

*Merci.*

## Yves SIMON

**Président du Syndicat d'énergie de l'Allier**

Bonjour Madame la Directrice. En plus d'être Président du syndicat d'énergie de l'Allier, je représente la Fédération au sein de l'Association France Gaz Renouvelable au niveau national. Notre principale facilité avec GRDF réside dans le délai raisonnable pour obtenir les postes de rebours, essentiels dans les régions et départements soumis à une forte saisonnalité. Dans mon département en particulier, la consommation de gaz est plus importante l'hiver que l'été. Cela étant, nous rencontrons des difficultés pour traverser certaines communes, et il faudra certainement légiférer sur ces entraves qui empêchent de rejoindre les postes de rebours. Cette situation est d'autant plus farfelue que nul ne s'oppose à ce que l'eau ou l'électricité traversent les communes. Les oppositions portent uniquement sur le gaz et le biogaz, ce qui est extrêmement ennuyeux. Il faudrait certainement consulter les communes pour évoquer les hypothèses de desserte, ce qui épargnerait les conflits d'usage que nous rencontrons localement.

Concernant le raccordement des méthaniseurs, on peut imaginer que dans le futur, d'autres producteurs se brancheront sur les réseaux de raccordement. Or, le fait qu'en France, une partie du raccordement reste à la charge du producteur, à l'inverse de l'Allemagne où les raccordements sur les réseaux ne sont pas à la charge des producteurs, peut complexifier les opérations. Si nous pouvons nous satisfaire du fait que les raccordements sont pris sur les contrats de concessions, nous avons d'importantes réflexions à mener sur ce sujet. En effet,

si les syndicats étaient investis dans ces raccordements, les difficultés que nous rencontrons avec certaines communes seraient moindres.

**Jean-Michel LOBRY**

**VOUS POSEZ DONC DEUX QUESTIONS : CELLE DE LA CONCERTATION PAR ANTICIPATION, ET CELLE DU RACCORDEMENT DES INSTALLATIONS DE MÉTHANISATION.**

**Laurence POIRIER-DIETZ**

Directrice générale de GRDF

Je vous remercie pour ces deux questions que nous connaissons bien. Les petites communes ont demandé des dessertes en gaz durant des décennies sans toujours les obtenir. Et finalement, leur annoncer qu'un tuyau de gaz traversera leur territoire, plutôt dans le sens remontant que descendant, n'est pas toujours une bonne nouvelle. C'est ainsi que certains raccordements de méthaniseurs ont nécessité de parcourir une distance plus grande, pour contourner une commune opposée à sa traversée. Il faut en effet étudier les possibilités de raccordement des communes, mais très clairement, les possibilités, dans le cadre actuel, sont faibles. Si les communes n'ont pas été raccordées il y a un certain nombre d'années, et si elles ne l'ont pas été non plus dans la cadre d'appels d'offres, c'est que leur potentiel, ou leur distance au réseau d'amené, voire les deux, ne le permettait pas. Je regrette de ne pouvoir laisser trop d'espoir sur ce sujet, car nous savons que ces raccordements ne sont pas réalistes. En revanche, il est certain que contourner certaines communes pour procéder à un raccordement ne répond pas non plus à l'intérêt général. Cela nécessite des investissements supplémentaires, des détours qui imposent des raccordements plus longs donc plus coûteux. Je vous rejoins sur la nécessité de déployer un moyen de concertation et, sans pour autant s'inscrire dans une obligation, sur la nécessité de faire comprendre à ces communes qu'il en va de l'intérêt général, et que ces réseaux permettent de collecter le biométhane.

Sur les questions de desserte, même si les cas sont encore marginaux, c'est un sujet sur lequel il nous faudra avancer davantage. À ce jour, 450 projets sont lancés et nous avons connaissance de 187 projets en cours de construction. D'ici la fin d'année, nous raccorderons 125 nouveaux méthaniseurs, qui viennent s'ajouter aux 87 déjà raccordés depuis le début de l'année, et nous attendons le même volume de raccordement pour 2023. Plus les raccordements s'intensifient, plus ces règles devront s'adapter.

**Bruno BETHENOD**

Territoire d'Énergie Côte d'Or (SICECO)

Notre syndicat a signé une convention avec GRDF en 2019 afin de développer la production de gaz vert. Je regrette le manque de communication sur les enjeux du biométhane et sur ses risques. Je fais régulièrement visiter une station d'épuration exemplaire, située à proximité de Dijon, et l'on m'alerte souvent sur le risque d'explosion, ce qui n'est pas le cas, puisque la pression est extrêmement basse. Il me paraît essentiel d'expliquer et de dédramatiser, en insistant sur les enjeux de cette énergie. Les citoyens pensent qu'un méthaniseur est une bombe à retardement. Il me semble qu'il appartient à GRDF de rassurer sur ce point. Notre syndicat va lancer une seconde convention avec la région Bourgogne Franche-Comté, GRDF et Engie pour l'utilisation du véhicule thermique à gaz. Il me paraît inconcevable de miser uniquement sur le tout électrique ou sur les véhicules hybrides. Les phénomènes techniques que requièrent ces véhicules sont à la limite de la correction. Défendre la filière thermique au gaz est un enjeu primordial. Nous souhaitons rencontrer les fabricants et leur demander de nous aider à acquérir une flotte de 50 ou 100 véhicules. Cela permettrait de favoriser l'installation de stations d'avitaillement, et l'acquisition de véhicules de ramassage scolaire ou de collecte des déchets fonctionnant au gaz. GRDF peut-elle nous aider à démocratiser cette filière ?

**Jean-Michel LOBRY**

**JE VOUS REMERCIE POUR VOS DEUX INTERPELLATIONS SUR L'ACCEPTABILITÉ DE LA MÉTHANISATION ET LE DÉPLOIEMENT DE CETTE FILIÈRE.**

**Laurence POIRIER-DIETZ**

Directrice générale de GRDF

Concernant l'acceptabilité de la filière biogaz, l'ensemble de la filière (agriculteurs, industriels producteurs de gaz renouvelables) est consciente du fait que le niveau de communication doit progresser. Les gaz verts sont méconnus du grand public et ont réellement besoin d'être mieux cernés, car lorsqu'elle est comprise, cette filière fait l'unanimité en sa faveur. Il s'agit en effet d'une production locale destinée à une utilisation locale, et qui fournit une énergie aux transports (transports scolaires, collecte des ordures ménagères, etc.). Comme le font de nombreux producteurs sur le terrain, il faut faire visiter les méthaniseurs aux riverains, aux associations, aux écoles, et expliquer. Je crains que nous souffrions d'un mal assez français : nous voulons tous de tout, mais pas chez nous.

Or, envisager 2050 décarboné nécessite de nous réinterroger sur ce sujet, en proposant la surveillance naturelle et normale de cette filière.

La mobilité au GNV puis au bioGNV est une réalité aujourd'hui pour la mobilité lourde. Les grands parcs d'autocars et autobus sont constitués de véhicules électriques pour moitié, et de véhicules fonctionnant au GNV pour l'autre moitié, et les transporteurs en sont très satisfaits. Cette filière est extrêmement mature et se développe, la part de marché ne fait que croître, sur les bus notamment, et les utilisateurs sont pleinement satisfaits du matériel. Le système se développe de plus en plus sur les camions, même si la part de marché reste moindre, avec une offre qui allie le poids et la distance. En revanche, il n'existe pas d'offre sur les véhicules utilitaires légers parce que les constructeurs n'en ont pas proposé, certainement par manque de visibilité. Par ailleurs, se pose aujourd'hui la question du prix de l'énergie et du GNV, qui est, compte tenu du prix du gaz, élevé. Nous avons demandé des mesures de soutien au gouvernement pour compenser ce tarif et le ramener au prix du gasoil. La filière des transporteurs, qui est très active, agit dans le même sens. En effet, si l'on ne prête pas attention à cette mobilité décarbonée fonctionnant au biométhane, nous la tarifons rapidement. Cela fait partie des actions sur lesquelles nous travaillons quotidiennement avec la Fédération des transporteurs afin de proposer une offre sur les véhicules utilitaires légers. La CAPEB, la FFB, les artisans nous interpellent sur leur besoin d'entrer dans les futures ZFE avec des véhicules qui leur permettront d'allier la charge et la distance.

### Jean-Michel LOBRY

*Il est également important d'expliquer vos actions dans ce domaine.*

CONCERNANT LE TEMPS D'ABOUTISSEMENT DES PROJETS DE MÉTHANISEUR, POUVEZ-VOUS NOUS EXPLIQUER COMMENT RACCOURCIR LES ÉCHELLES ET CE QUE GRDF PEUT COCONSTRUIRE AVEC SES INTERLOCUTEURS SUR LES TERRITOIRES POUR ALLER PLUS VITE.

### Laurence POIRIER-DIETZ

Directrice générale de GRDF

Aujourd'hui, il faut en général trois ans pour mettre en service un méthaniseur. Cela signifie qu'un installateur dispose de trois ans pour construire son méthaniseur une fois le tarif, dont il bénéficiera durant quinze ans, obtenu. Cette filière va vite et nécessite de la concertation locale,

et que les plans de zonage aient été faits, ce qui est le cas la plupart du temps. En amont, cela impose de travailler avec l'autorité organisatrice, afin que la meilleure concertation soit menée et que les projets aboutissent rapidement. Les méthaniseurs sont des dispositifs qui se construisent et se mettent en service très rapidement, et montent aussi assez vite en puissance en termes d'intrant et d'atteinte de leur nominal.

### Jean-Michel LOBRY

*Ils délivrent actuellement 8 térawattheures.*

### Xavier PINTAT

Président de la FNCCR

Madame la Directrice générale, je vous remercie pour la clarté de vos propos, et la qualité du partenariat que vous avez instauré avec la FNCCR. Vous pouvez compter sur nous pour faire reconnaître la pertinence du biométhane dans le mix énergétique français. Je vous remercie.



STOCKAGE  
ANTICIPATION  
SOBRIÉTÉ  
MÉCANISMES PROTECTEURS  
..

ON FERA FACE!



**ACCELERATION!**



DÉCARBONATION

CO<sub>2</sub>

SIMPLIFICATION

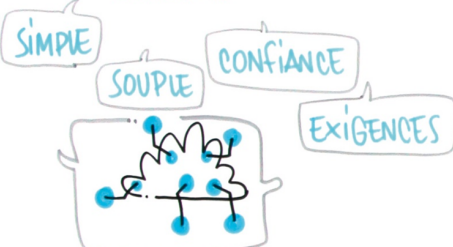
MÉCHANISATION



20% EN 2030!

AGRICOLE  
BIO-DÉCHETS  
...

GAZ VERT



★ RACCORDEMENT  
DES COMMUNES?

C'EST COMPLIQUÉ...

★ PÉDAGOGIE AU  
GRAND PUBLIC DE  
LA MÉCHANISATION?

FAIRE VISITER, EXPLIQUER.

★ DÉMOCRATISATION  
FILIERE THERMIQUE  
GAZ?



3 ANS  
DE MISE  
EN PLACE



C'EST ASSEZ  
**RAPIDE À  
INSTALLER!**



SERVICES PUBLICS LOCAUX  
DE L'ÉNERGIE, DE L'EAU,  
DE L'ENVIRONNEMENT ET  
DES E-COMMUNICATIONS

## 38<sup>e</sup> Congrès FNCCR

---

DU 27 AU 29 SEPTEMBRE 2022  
RENNES - BRETAGNE